

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article2208>

# WOULO POU 1yÃ© MÃ© 2015

- La Centrale UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 29 avril 2015

Mis Ã jour le : mercredi 29 avril 2015

---

UGTG.org

---

## TRAVAYÃ© - JENN - CHOMÃ© - RÃ©TRÃ©TÃ© !

### ANSANM-ANSANM ! TOUS UNIS CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE, LA PRÃ©CARITÃ©, LA CASSE DES STATUTS ET DES CONVENTIONS COLLECTIVES

**LE 1ER MAI EST LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS.** Ils analysent leurs combats et tracent leurs perspectives. Ce 1er mai 2015 se situe en pleine annÃ©e Ã©lectorale et quelques jours avant lâ€™arrivÃ©e de FranÃ§ois Hollande qui vient inaugurer le MÃ©morial Acte, miroir en plein milieu de lâ€™Arc CaraÃ©be, destinÃ© Ã vanter les mÃ©rites du systÃ©me colonial. CÃ©est lâ€™occasion pour nous, Travailleurs, de rappeler Ã ceux qui, aujourdâ€™hui, se prÃ©sentent tels des sauveurs que la rÃ©alitÃ© de la Guadeloupe est notamment :

[-] plus de 70.000 chÃ©meurs

[-] plus de 23.000 familles vivant en-dessous du seuil de pauvretÃ© ;

[-] un systÃ©me scolaire et universitaire inadaptÃ© et des moyens insuffisants ;

[-] une formation professionnelle sans orientation et sans moyens ;

[-] de plus en plus de GuadeloupÃ©ens livrÃ©s Ã la drogue et Ã la mendicitÃ©.

Les mesures en faveur des patrons (ANI, Pacte de responsabilitÃ©, dÃ©fiscalisation, Loi Macron, â€¦) nâ€™ont pas diminuÃ© le nombre de chÃ©meurs. Bien au contraire, ces mesures se sont accompagnÃ©es de licenciements, de fermetures dâ€™entreprises, de dÃ©localisations, entraînant plus de misÃ©re, plus de prÃ©caritÃ©, plus de pauvretÃ©, plus de dÃ©viances sociales.

L'enrichissement des actionnaires, des grands patrons et hauts dignitaires de lâ€™Etat ont eu pour corollaire la casse des services publics, la destruction des rÃ©gimes de protection sociale par rÃ©partition, la dÃ©gradation des conditions de travail, la dÃ©gradation des conditions de vie des petits patrons et artisans, la stagnation des salaires, la rÃ©gression du pouvoir dâ€™achat, la prÃ©carisation de lâ€™emploi, la massification du chÃ©mage, le dÃ©mantÃ©lement du code du travailâ€¦

Les taux de chÃ©mage, notamment des jeunes, lâ€™Ã©tat sanitaire gÃ©nÃ©ral de la population, le niveau des Ã©quipements publics de base (rÃ©seaux dâ€™adduction dâ€™eau et dâ€™Ã©lectricitÃ©, bÃ¢timents publics, transports, traitement et valorisation des dÃ©chets, parcs hospitaliers et scolaires...), la structure et les niveaux des qualifications des emplois

et des personnes, le taux dâ€™illettrisme, lâ€™Ã©chec scolaire et universitaire, les conditions de vie et de travail, lâ€™accÃ©s aux soins, lâ€™empoisonnement de nos vies, lâ€™absence de dÃ©veloppement Ã©conomique, la misÃ©re, lâ€™exclusion et la pauvretÃ© tÃ©moignent de lâ€™Ã©tat de dÃ©labrement dans lequel se trouve notre pays.

Cette situation est identique Ã celle vÃ©cue en GrÃ©ce, en Espagne ou au Portugal agitÃ©e par les mÃ©dias parisiens en Ã©pouvantail pour convaincre les travailleurs de se contenter de peu, de ne pas se rÃ©volter.

Ainsi, pour permettre la pÃ©rennisation de la pwofitasyon, le pouvoir s'appuie sur une rÃ©pression antisyndicale sans limite.

Le grand patronat, confortÃ© par le gouvernement remet en cause les lois en vigueur. Les nÃ©gociations annuelles obligatoires ne sont que des parodies.

Le chÃ©mage n'a jamais Ã©tÃ© aussi haut et les perspectives d'avenir sont gravement limitÃ©es pour la jeunesse, mÃªme quand elle a obtenu des diplÃ©mes.

Les Ã©lus de Guadeloupe ont livrÃ© la gestion de notre eau aux multinationales sans contrÃ©le, sans exigence dans lâEuros"opacitÃ© et la magouille.

Le port en eau profonde est une aberration Ã©conomique et environnementale et pourtant les travaux sont entrepris mettant en pÃ©ril notre biodiversitÃ©, notre santÃ© mais aussi le secteur de la pÃ©cheâEuros!

Les prix des carburants augmentent en Guadeloupe alors que le prix du baril de pÃ©trole baisse sur le marchÃ© mondial.

Notre pays, notre peuple, notre histoire, notre mÃ©moire sont aujourdâEuros"hui la cible dâEuros"une offensive nÃ©gationniste de lâEuros"Etat colonial franÃ§ais qui veut rÃ©Ã©crire lâEuros"histoire de lâEuros"esclavage, afin de se soustraire de ses obligations et responsabilitÃ©s.

Les pouvoirs publics sont toujours incapables d'organiser un service de transports en commun gratuit et cohÃ©rent pour l'ensemble des usagers.

La Modernisation de l'Action Publique continue le travail de sape dans les services publics, pour couper court Ã toute idÃ©e dâEuros"Ã©tat providence tel que le Conseil National de la RÃ©sistance l'avait inventÃ© il y a 70 ans, au service du peuple.

La santÃ©, la poste, la recherche, etc âEuros! connaissent des suppressions massives de postes. Le service public est compressÃ© pour laisser place au privÃ©, plus cher et souvent moins efficace.

Loin d'Ãatre prÃ©servÃ©e tel que FranÃ§ois Hollande sâEuros"y Ã©tait engagÃ©, l'Ã©ducation est sacrifiÃ©e.

Le service public d'Ã©ducation s'effrite et on lui substitue soit des Ã©coles privÃ©es, soit un service local de prÃ©caritÃ©, avec des recrutements dans l'urgence, mal rÃ©munÃ©rÃ©s, des personnels non formÃ©s. Les filiÃ©res, programmes et mÃ©thodes dâEuros"Ã©ducation restent largement inadaptÃ©s aux rÃ©alitÃ©s, besoins et enjeux des Ã©lÃ©ves et du pays. Chaque annÃ©e, les rÃ©sultats scolaires et universitaires montrent un creusement de lâ©cart entre notre acadÃ©mie et la moyenne franÃ§aise.

Des milliers d'Ã©lÃ©ves sont exclus sans qualifications ni diplÃ©mes du systÃ©me Ã©ducatif, faute de politique Ã©ducative innovante, adaptÃ©e au pays et ambitieuse, faute de moyens, faute d'infrastructures de transports, faute de places en internat, etc. TIMOUN ANNOU AN DANJE !

**CE CONSTAT ACCABLANT NE PEUT PAS ETRE UNE FATALITE, ET LE 1IER MAI 2015 DOIT ETRE UN MOMENT DE REVENDICATION SOCIAL FORT, C'EST POURQUOI, Tous unis, les Travailleurs exigent notamment**

:

âEurosçLe recrutement avec un seul contrat de travail : le CDI ;

âEurosçL'application stricte des 35h et lâEuros"application de tous les accords de branche et dâEuros"entreprises ;

âEurosçL'arrÃ©t de la rÃ©pression antisyndicale et lâEuros"interdiction des licenciements ;

âEurosçLa revalorisation immÃ©diate des salaires et des minimas sociaux ;

âEurosçLa mise en place d'un service public de production et de distribution de l'eau ;

âEurosçLa mise en place d'un service public de transport ;

âEurosçLa mise en place dâEuros"un service public dâEuros"approvisionnement et de distribution du carburant ;

âEurosçLa mise en place Ã  court terme d'un rÃ©seau Internet trÃ©s haut dÃ©bit accessible Ã  l'ensemble de la population ;

âEurosçLe respect de notre histoire et de notre mÃ©moire ;

âEurosçLe respect des lois sociales, du Code du Travail, des Conventions Collectives et des Statuts et lâEuros"ouverture des nÃ©gociations dans toutes les branches professionnelles ;

âEurosçL'arrÃ©t immÃ©diat de la MAP et son remplacement par une politique de crÃ©ation massive d'emplois publics pour rÃ©pondre aux besoins de la population ;

âEurosçLa mise en place d'une vÃ©ritable formation initiale et continue pour l'ensemble des enseignants.

âEurosçLe classement immÃ©diat en Ã©ducation prioritaire de l'ensemble de l'acadÃ©mie ;

âEurosçLa crÃ©ation de postes de conseillers d'orientation, de conseillers principaux d'Ã©ducation, d'infirmiÃ©res scolaires, d'assistantes sociales, de mÃ©decins scolaires ;

**POUR QUE LES TRAVAILLEURS, LES CHOMEURS,**

# LES JEUNES, LES RETRAITES RETROUVENT LEURS DROITS ET CONQUIERENT DE NOUVEAUX DROITS.

P-Ã -P, le 15/04/15

**CFTC / CGTG / EO / FSU / FAEN-SNCL / SOLIDAIRES /  
SPEG / SUD PTT GWA / UGTG / UIR-CFDT / UNSA**